

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 14 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERE ILLICITE

CARRIERE ILLICITE
35470 Bain-de-Bretagne

Références : UD/2024-279
Code AIOT : 0005517009

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2024 dans l'établissement CARRIERE ILLICITE implanté Lieu-dit La Ménottière 35470 Bain-de-Bretagne. L'inspection a été annoncée le 07/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors d'un déplacement en octobre 2023, il avait été constaté la présence d'une fosse signalant une extraction de matériaux ainsi qu'un dépôt de matériaux sur la parcelle ZI25 à Bain-de-Bretagne, a priori sans que cette installation ne fasse l'objet des autorisations nécessaires. Après identification des propriétaires de la parcelle, une inspection a été programmée sur place en la présence de l'un d'entre eux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE ILLICITE
- Lieu-dit La Ménottière 35470 Bain-de-Bretagne
- Code AIOT : 0005517009
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Extraction et dépôt de matériaux sans les autorisations nécessaires.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Constat de l'exploitation d'une ICPE sans autorisation	Code de l'environnement du 14/10/2011, article L.511-2	Suspension	
2	Suspension de l'activité et remise en état du site	Code de l'environnement du 23/10/2023, article L171-7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Amende	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En conclusion de l'inspection, il est proposé de mettre en demeure les propriétaires des terrains, en leur qualité d'exploitants de cette installation illicite d'extraction de matériaux et de stockage de déchets inertes, de régulariser leur situation :

- en interrompant sans délai toute nouvelle extraction de matériaux sur le site,
- en procédant avant le 1^{er} octobre prochain aux travaux de remise en état, dont comblement de la fosse par des matériaux inertes puis nivellement du terrain et régalage des terres végétales de façon à retrouver la vocation naturelle de la parcelle.
- et en interrompant l'activité de stockage de matériaux sur le site à l'issue des opérations de remise en état

La bonne réalisation de la remise en état fera l'objet d'un nouveau contrôle. Si les travaux ne sont pas achevés correctement, de nouvelles sanctions pourront être proposées.

En complément de l'arrêté de mise en demeure pour la suspension de l'activité et la remise en état de la parcelle, il est proposé de rendre redevable les propriétaires, en leur qualité d'exploitant d'une installation classée sans l'enregistrement requis, d'une amende administrative de **3 000 euros**.

Un projet d'arrêté en ce sens est joint au présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Constat de l'exploitation d'une ICPE sans autorisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/10/2011, article L.511-2
Thème(s) : Illégaux, Situation administrative
Prescription contrôlée : Extrait de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : Rubrique 2510 Exploitation de carrière ou autre extraction de matériaux 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6 : régime de l'autorisation Rubrique 2760 Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 :[...] 3. Installation de stockage de déchets inertes : régime de l'enregistrement
Constats : Il est constaté : <ul style="list-style-type: none">• la présence d'une fosse d'où semblent avoir été extraits des matériaux ;• la présence de tas de matériaux qui semblent non dangereux et inertes (terres, gravats, sables principalement). Ces tas ont une hauteur d'environ 1 à 2 mètres ;• la présence d'un tas d'environ 2 mètres, un peu plus ancien, principalement composé de graviers, de matériaux de déconstruction (présence de blocs de béton ferrailé) et de croûtes d'enrobés ;• la présence d'un tas plus important de matériaux de découverte permettant d'accéder au gisement de matériau (schistes). Ce tas a une hauteur d'environ 3 mètres. L'ensemble semble représenter une surface d'environ 1 000 à 1 500 m². <p>Selon les éléments recueillis auprès d'un des propriétaires, le terrain a été excavé une première fois, à partir de 2010, sur la partie la plus au nord du terrain. La fosse a été remblayée avec des terres issues d'un chantier de Bain-de-Bretagne et le terrain a été remis en culture après mise en place d'une couche de terre végétale. Le jour de l'inspection, cette partie est cultivée (blé). Le propriétaire présent indique que cette manœuvre lui a permis d'améliorer la qualité du sol et de le mettre en culture.</p> <p>Ensuite, le terrain a été excavé en 2017 pour récupérer des matériaux (schistes) pour des travaux au niveau de la ferme des propriétaires, au moment de la passation de celle-ci à leur fils. Ces travaux ont été variés : réhabilitation de bâtiments, aménagement d'abords de bâtiments (notamment poulailler et fosse à lisier) et création de chemins.</p> <p>Depuis, la fosse a été comblée au fur et à mesure avec de la terre et des déchets issus de terrassement. Les extractions continuent depuis 2017 et la fosse s'est décalée au fur et à mesure des besoins vers le sud-est. La dernière extraction de schistes a été réalisée en juin-juillet 2023 pour la création d'un chemin pour désenclaver le village de la Launay.</p> <p>Le chemin mesure environ 6 mètres de large sur une longueur de 250-300 mètres. Le volume de matériaux prélevés et acheminé au village de la Launay est estimé à environ 200 remorques de 15</p>

tonnes soit environ 3000 tonnes. Environ 9 personnes ont été mobilisées pour le transport des matériaux vers le village de la Launay, des collègues de l'ensilage et de l'entreprise de travaux publics EARL Goulais. Le propriétaire présent indique que les extractions et le transport ont été réalisés sans contrepartie financière.

Par ailleurs, des matériaux sont entreposés depuis de nombreuses années sur le terrain. Le propriétaire rencontré y dépose ou y fait déposer des matériaux (béton, graviers, pierres, schistes principalement issus de terrassement) ainsi que des terres.

Selon les dires du propriétaire, les apports extérieurs ne font pas l'objet de contrepartie financière. Ils sont réalisés par ses soins chez des amis ou par l'entreprise de travaux publics précédemment citée, quand elle souhaite se débarrasser de déchets issus de terrassements.

Quelques dépôts sont sauvages sans l'accord des propriétaires (estimés à 2-3 par an). Les propriétaires ne sont pas sur place en permanence et ne peuvent pas les empêcher. Ils concernent des déchets verts, de la terre ou des gravats.

Le propriétaire présent indique que le tas composé de graviers, de matériaux de déconstruction et de croûtes d'enrobés provient du chantier de la 4 voies réalisé à Bain-de-Bretagne en 2022. Par l'intermédiaire de l'entreprise de travaux publics EARL Goulais, le propriétaire a récupéré ces matériaux pour les travaux de création du chemin du village de la Launay.

Ces activités sont soumises à l'obtention préalable d'un arrêté d'autorisation au titre de la rubrique 2510.1 et d'un arrêté d'enregistrement au titre de la rubrique 2760.3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Le propriétaire présent le jour de l'inspection reconnaît les activités réalisées, mais indique qu'il ignorait la réglementation associée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'installation d'extraction de matériaux et de stockage de déchets inertes ne bénéficiant pas de l'arrêté préfectoral requis, il est proposé au préfet de **suspendre immédiatement cette activité.**

Il est par ailleurs rappelé aux propriétaires que toute extraction de matériaux pour la réalisation de travaux ne peut être réalisée qu'après autorisation expresse du préfet, après instruction d'un dossier de demande d'autorisation environnementale.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Suspension

N° 2 : Suspension de l'activité et remise en état du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/10/2023, article L171-7
Thème(s) : Illégaux, extraction de matériaux
Prescription contrôlée : I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an. Elle peut, en outre, ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 45 000 € par le même acte que celui de mise en demeure ou par un acte distinct. Elle peut, par le même acte ou par un acte distinct, suspendre le fonctionnement des installations ou ouvrages, l'utilisation des objets et dispositifs ou la poursuite des travaux, opérations, activités ou aménagements jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la déclaration ou sur la demande d'autorisation, d'enregistrement, d'agrément, d'homologation ou de certification, à moins que des motifs d'intérêt général et en particulier la préservation des intérêts protégés par le présent code ne s'y opposent.
Constats : D'après les constats réalisés en 2023 lors de la précédente inspection et les informations recueillies auprès du propriétaire, il s'avère que les matériaux stockés pour le comblement de l'excavation sont majoritairement inertes et qu'aucun élément ne laisse supposer la présence de matériaux pouvant provoquer une pollution importante. Il n'a pas été constaté de traces d'hydrocarbures ou d'emballage de produits dangereux. Le terrain est situé en zone naturelle du PLUi-H. L'activité ICPE ne pourrait donc pas être autorisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les propriétaires doivent remettre en état les terrains en remettant les schistes extraits dans la fosse, en apportant des matériaux inertes pour le comblement de la fosse et en mettant en place une couche de terre végétale. Compte tenu que cette activité, réalisée illégalement, n'est pas régularisable (PLUi-H incompatible) : <ul style="list-style-type: none">• L'extraction et l'apport de déchets inertes doivent être immédiatement suspendus.• Les propriétaires du terrain doivent le remettre en état par remblaiement de la fosse, apport de déchets inertes, nivellement de ces déchets puis mise en place d'une couche de terre végétale, afin de rendre à la parcelle sa vocation naturelle et conformément au document d'urbanisme en vigueur.• Les propriétaires doivent conserver les éléments justificatifs de la bonne réalisation de ces travaux et du caractère inerte des matériaux utilisés pour le remblaiement.• Les propriétaires doivent évacuer les déchets et matériaux stockés dans des filières autorisées et conserver les éléments justificatifs associés.• La période actuelle étant peu propice à ce type de travaux, il est proposé au préfet

d'encadrer cette opération par arrêté de mise en demeure avec un délai courant jusqu'au 1er octobre prochain.

Par ailleurs, compte tenu du bénéfice indirect tiré de cette activité lié à l'évitement des frais d'achat de matériaux et de prise en charge des déchets inertes par des structures régulières, nous proposons au préfet d'ordonner aux propriétaires, en leur qualité d'exploitants d'une installation classée sans l'autorisation ni l'enregistrement requis, le paiement d'une amende de **3 000 euros**.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Amende

Proposition de délais : 6 mois